





**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 10/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LABORATOIRE OXENA**

Rue Marc Seguin ZI La Motte  
26800 Portes-lès-Valence

Références : 20250526-RAP-DAEN0646

Code AIOT : 0006102660

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel.

L'ensemble des installations extérieures et l'entrepôt de produits finis Nord ont été inspectés.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Action nationale Prélèvements Environnementaux

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC1_2025 – Autosurveillance rejets aqueux 24h	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, articles 4.9.2 et 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	Délai non échu, poursuite de la mise en demeure	30/06/2025
NC1_2025bis – Dépassement du pH eau osmoseur	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.6.3	/	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2025
NC3_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment « produits finis »	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, articles 1.2 et 8.12.9	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC1_2023 – Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC7_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC8_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	Mise en demeure, produits chimiques	Astreinte administrative	/

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC2_2025bis - Stockage d'emballages plastique hors zone	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
NC3_2024 – Rétention non étanche zone Ouest	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
NC4_2024 – Quai de chargement camions non étanche	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC2_2024 – Rejets aqueux bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative	/
NC5_2024 – Étanchéité bassin de rétention Sud	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 8.12.1	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte administrative, Amende administrative	/
NC6_2024 – Étanchéité tuyauterie poste dépotage	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
NC1_2024bis – Côte NGF des ouvrages de surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.1	Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2025
NC2_2024bis – Pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du

06/02/2025 relative principalement au POI et à l'étanchéification de certaines parties de son site, et notamment du bassin Sud qui permet de mettre sous rétention globale tout le site. Les actions correctives n'ont pas été menées ou alors de manière incomplète. Des sanctions administratives sont proposées.

De plus, des écarts, identifiés lors d'inspections précédentes pour lesquels une mise en demeure n'avait pas été retenue, ont de nouveau été relevés :

- l'un concerne l'étanchéité de la zone Nord-Ouest extérieur où de nombreux déchets et produits chimiques sont entreposés,
- l'autre concerne la présence de stockage d'emballages plastiques en dehors de la zone prévue ce qui constitue un risque de propagation d'incendie vers le bâtiment principal où sont présents des stockages vrac d'eau de Javel.

Une mise en demeure est proposée sur ces deux points.

L'inspection considère globalement que l'exploitant ne met pas en œuvre l'organisation humaine et matérielle nécessaire pour l'atteinte des objectifs des sites SEVESO et la bonne gestion du site au fur et à mesure des évolutions de l'activité.

## 2-4) Fiches de constats

NC1\_2025 – Autosurveillance rejets aqueux 24h

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, articles 4.9.2 et 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/02/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 4.7</b> Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. [...]  <b>Article 4.9.2</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit journalier	1552	instantané	Continu	Mensuelle
pH	1302	instantané	Continu	
température	1301	instantané	Continu	
MES	1305	24 h	Mensuelle	
DCO	1314			
DBO <sub>5</sub>	1313			
Azote global	1551			
Composés organiques halogénés ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106			
Phosphore total	1350			
Chlore libre	1398			
Chlorures	1337			
Chlorites	1735			
Chlorates	1752			
Nickel et ses composés	1386			
Chrome et ses composés	1389			
Chloroforme	1135			
THM	2036			

[...]

### Constats :

#### Constats du 10/12/2024 :

Les données d'autosurveillance n'ont pas été transmises dans GIDAF. L'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas eu de rejet d'eaux industrielles depuis février 2024.

Lors de la visite, un rejet était en cours (débit 1,84 m<sup>3</sup>/h et pH à 7 / 5 879 m<sup>3</sup> cumulés rejetés depuis l'installation du débitmètre le 25/04/2024). L'exploitant indique qu'il s'agit des eaux issues de l'osmoseur.

Il y a donc des rejets d'eaux industrielles et les analyses doivent être réalisées, y compris sur les eaux issues de l'osmoseur.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit réaliser la saisie des données d'autosurveillance dans GIDAF mensuellement sous 1 semaine. Les analyses des rejets aqueux doivent également être réalisées, y compris lorsque les eaux ne proviennent que de l'osmoseur sous 1 mois puis à une fréquence mensuelle.

#### Constats du 24/02/2025 :

L'exploitant déclare que les rejets industriels liés au traitement d'effluents javellisés ont repris en janvier 2025 car il y avait trop de GRV contenant l'effluent sur site (stockage de l'effluent entre février et décembre 2024).

L'exploitant n'a pas réalisé les analyses mensuelles de janvier et février 2025.

L'exploitant déclare que les prélèvements ne sont pas faits sur 24 h mais sur un prélèvement ponctuel. Il n'y a pas de préleveur automatique sur site et l'exploitant déclare que les prélèvements sont faits sans préleveur automatique asservi au débit.

Un devis du laboratoire CERECO pour la réalisation de la collecte, du transport et de l'analyse mensuelle des échantillons prélevés par l'exploitant validé le 24/02/2025 a été présenté.

Demande à la suite du constat du 24/02/2025 :

L'exploitant doit réaliser les analyses mensuelles de ses rejets industriels sur un échantillon représentatif prélevé sur 24 h dès le mois suivant.

Une mise en demeure a été prise le 25/03/2025. Elle sera réputée comme respectée si les analyses mensuelles sont réalisées pendant 2 mois consécutifs, soit avec des mesures en avril et mai 2025.

#### **Constats du 29/04/2025 :**

L'exploitant indique que la personne en charge du suivi des rejets aqueux est absente. L'exploitant a présenté un devis du 30/01/2025 de la société CERECO et son ordre d'achat du 10/03/2025. Le devis porte notamment sur les analyses mensuelles des eaux industrielles. Les paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral sont également bien prévus dans le devis validé, sauf le paramètre chloroforme qui absent (compris dans le paramètre « somme des trihalométhanes » THM). De plus, ce devis prévoit bien que l'exploitant réalise les prélèvements lui-même.

Au jour de la visite, il n'y a pas de préleveur automatique permettant un prélèvement 24 h sur site. L'exploitant a présenté des devis des sociétés CNS INSTRUMENTATION et ENDRESS+HAUSER validés le 01/04/2025 pour la mise en place d'un préleveur automatique. L'exploitant indique qu'il est prévu que le matériel soit livré le 12/05/2025.

L'exploitant n'a pas présenté de devis prévoyant tous les paramètres à suivre (manque chloroforme) et le prélèvement 24 h de l'échantillon. L'exploitant ne sait pas si les prélèvements ont été réalisés. Les résultats d'analyses n'ont pas été présentés et ne sont pas transmis dans GIDAF.

Lors d'une conversation téléphonique le 06/05/2025 avec la personne en charge du suivi des rejets aqueux, il a été indiqué que les prélèvements n'ont pas été réalisés en avril 2025, faute de préleveur automatique. L'exploitant indique que les prélèvements ne seront réalisés qu'une fois le préleveur automatique installé à demeure. Il a été confirmé oralement que aucun rejet d'eau javalisée prétraitee n'a été fait depuis l'inspection du 24/02/2025 et que les échanges avec le gestionnaire de réseau sont fréquents depuis la dernière visite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires visant au respect de l'arrêté de mise en demeure du 25/03/2025 en réalisant des analyses sur l'ensemble des paramètres prévus sur un prélèvement 24 h sur les effluents aqueux.

Le délai n'étant pas encore échu, l'inspection ne peut conclure à ce stade sur le respect ou non de l'arrêté de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 30/06/2025

NC1\_2025bis – Dépassement du pH eau osmoseur

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**



[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 [...]

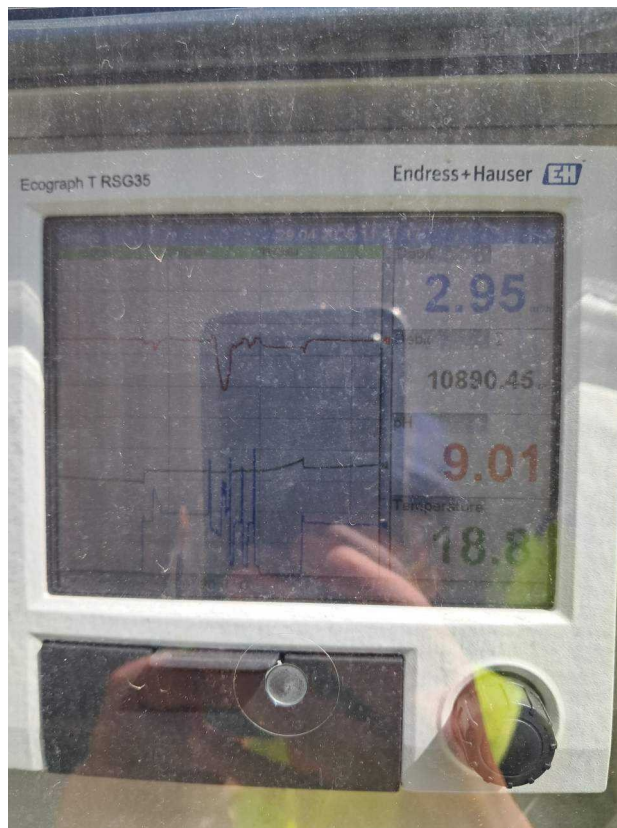
**Constats du 29/04/2025 :**

L'exploitant indique ne plus rejeter d'effluent industriel sauf les eaux issues de la régénération de l'osmoseur.

Un rejet issu de la régénération de l'osmoseur était en cours lors de la visite (vu vanne fermée côté station de prétraitement). Le pH mesuré en continu était de 9. Ce pH est supérieur au pH autorisé.



*Vanne de pied de bac de prétraitement fermée*



*Cadran du débitmètre et pHmètre*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre les mesures adéquates pour réguler le pH de ses rejets industriels d'ici le 30/06/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC1\_2023 – État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure
- date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025

### **Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.

### **Constats précédents :**

Lors de la visite du 28/03/2023 :

L'état des stocks a été transmis par courriel le 29/03/2023.

L'état des stocks ne mentionne pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. Il est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Il ne comporte pas les matières combustibles présentes (plastiques/cartons).

L'état des stocks est référencé dans le POI de 2021 page 28.

L'exploitant ne dispose pas d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks permettant de répondre aux besoins de gestion d'un événement accidentel et d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population d'ici le 30/06/2023.

Lors de la visite du 09/10/2023 :

L'exploitant a présenté un état des stocks du jour. Il ne mentionne toujours pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. L'exploitant ne dispose pas par ailleurs d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

L'exploitant doit remédier à cet écart d'ici le 30/11/2023.

Constats du 03/10/2024 :

L'exploitant indique qu'un changement d'ERP est prévu pour décembre 2025. Il permettra de sortir plus aisément un état des stocks conforme.

<p>L'exploitant n'a pas modifié son état des stocks. Le rendu est toujours non-conforme (cf Constats précédents).</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique d'ici le 30/11/2024.</p> <p><u>Constats du 10/12/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks du jour sans plan général des stockages. Un zonage a été partiellement mis en place mais est incomplet (certains stockages d'eau de Javel non localisés, emballages non localisés) et en l'absence de plan, celui-ci n'est pas compréhensible. L'état des stocks est faux, car les matières combustibles ne sont pas comptées en tonnes ou en m³. De plus, les produits ayant une mention de dangers H314 sont comptés deux fois. Les déchets ne sont pas mentionnés. Il n'est donc pas possible de connaître rapidement les quantités de produits et déchets ainsi que leur localisation en cas d'événement accidentel. L'exploitant n'a pas répondu à la demande et ne dispose pas d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :</u></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique d'ici le 07/04/2025.</p> <p>Une mise en demeure a été prise sur ce point le 06/02/2025.</p> <p><b>Constats du 29/04/2025 :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks détaillé du jour sans plan général des stockages. L'état des stocks est faux, car des matières sont comptées en doublon, notamment celles qui ont plusieurs mentions de dangers. Les déchets, notamment ceux contenant de l'eau de Javel ne sont pas présents dans l'état des stocks. L'inspection a constaté la présence d'environ 120 GRV contenant des déchets d'eau de Javel.</p> <p>De plus par échantillonnage, l'inspection a choisi un GRV situé dans la zone Nord-Ouest extérieure contenant du ALKY POLYGLUCOSIDE FM225N (pictogramme corrosif). Ce produit n'a pas été retrouvé dans l'état des stocks transmis dans la zone indiquée comme correspondant à cette zone Nord-Ouest extérieure (nommée matières premières dans l'état des stocks). Il n'est également pas retrouvé dans le reste de l'état des stocks. Aussi, l'état des stocks est incomplet.</p> <p>Par ailleurs, aucun état des stocks synthétique n'a été présenté.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte administrative</p>
---

NC3\_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment « produits finis »

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, articles 1.2 et 8.12.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1.2</u></p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les</p>

réglementations autres en vigueur.

#### Article 8.12.9

[...] Le bâtiment de stockage de produit finis forme rétention d'un volume minimal de 500 m<sup>3</sup>. [...]

#### **Constats :**

##### Constats du 10/12/2024 :

L'inspection a constaté la présence de nombreuses palettes de produits finis contenant de l'eau de Javel en petits contenants dans le nouveau bâtiment Nord. L'exploitant indique que le bâtiment n'est pas tout à fait terminé (pas de portes notamment). Ce stockage n'est pas sous rétention étanche, car les zones de dilatation de la dalle béton ne sont pas jointées, la grande porte côté Est ne comporte pas de seuil, et, à l'extérieur de cette porte, le sol n'est pas revêtu.

Page 245, l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation du 02/03/2021 prévoit "*Futur bâtiment de stockage des produits finis conditionnés : 640 m<sup>3</sup> (eau de Javel conditionnée en contenants < 250 l)+ éventuelles eaux d'extinction incendie - Local de stockage des PF sur sa propre rétention de capacité de 500 m<sup>3</sup>, permettant de contenir un déversement accidentel (20 % de la capacité totale des récipients) et les eaux d'extinction incendie*".

Le stockage n'est pas réalisé sous rétention tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation. De plus, aucune mesure compensatoire n'est mise en place. Une pollution des sols et de la nappe est possible.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit stocker sur une rétention correctement dimensionnée et étanche ses produits finis et conformément à son dossier de demande d'autorisation sous 2 mois.

Considérant les risques de pollution du sol et des eaux souterraines, une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

#### **Constats du 29/04/2025 :**

Les racks de stockage ont été mis en place et sont exploités dans le bâtiment Nord « produits finis ». Des palettes de petits contenants d'eau de Javel sont présentes. Ce stockage n'est pas sous rétention étanche, car les zones de dilatation de la dalle béton ne sont pas jointées y compris sur le pourtour de la dalle, la grande porte côté Est et les portes de quai ne comportent pas de seuil. Le sol à l'extérieur de l'entrepôt est cependant revêtu de bitume. Les zones extérieures proches, notamment les quais de chargement en béton présentent des joints non étanches. Les 2 regards tampons présents dans la cellule ne sont pas étanches ni obturés.

Une des fissures constatée lors de la précédente inspection a été rebouchée. 2 seuils de portes d'environ 20 cm ont été placés devant 2 portes.

L'exploitant a présenté le devis de la société CLAUDE M BTP du 17/04/2025 pour des travaux de reprise de joints et l'obturation de portes (le devis manque de précision sur la zone concernée) et l'ordre d'achat associée du 17/04/2025.

En conclusion, le bâtiment « produits finis » ne forme pas rétention et n'est pas étanche. La mise en demeure n'est pas respectée.

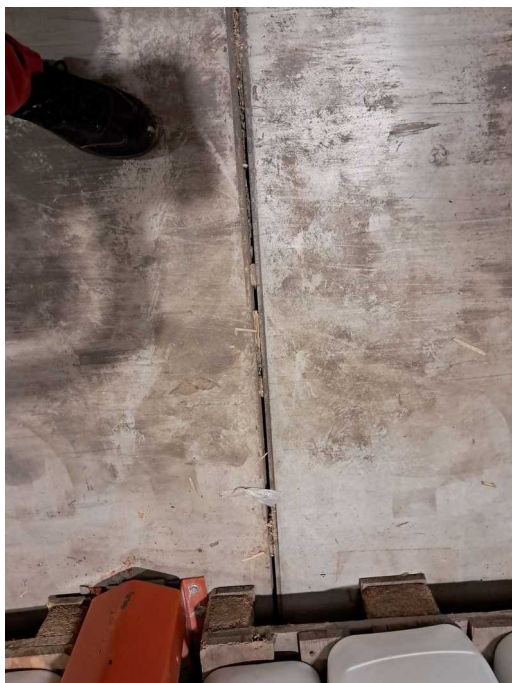




*Racks de stockage du nouveau bâtiment Nord  
« produits finis »*



*Racks de stockage du nouveau bâtiment Nord  
« produits finis »*



*Zone entre dalles du bâtiment « produits finis »*

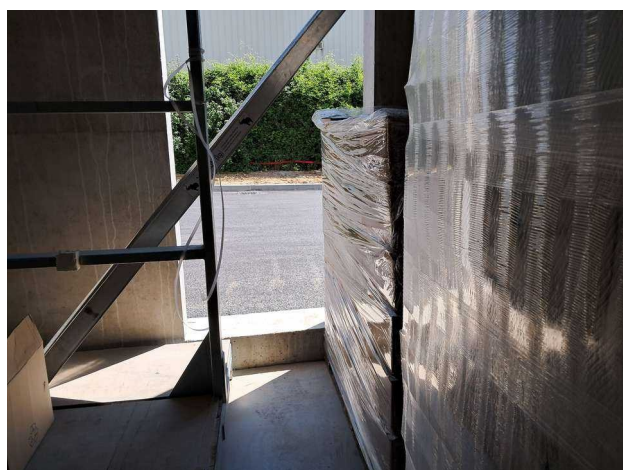


*Intérieur d'un regard non étanche situé dans le  
bâtiment « produits finis » au ras de la dalle*





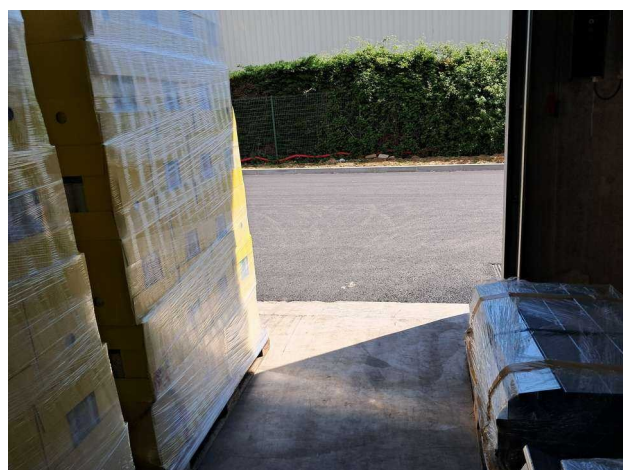
*Portes de quais du bâtiment « produits finis » sans seuil*



*Porte Est du bâtiment « produits finis » avec seuil*



*Porte à côté des quais du bâtiment « produits finis » avec seuil*



*Grande porte Est du bâtiment « produits finis » sans seuil*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer d'un bâtiment de stockage de produit finis formant rétention d'un volume minimal de 500 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

NC2\_2023 – POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025

**Prescription contrôlée :**

À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est

établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise son contenu.

Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

### **Constats précédents**

#### Constats du 28/03/2023 :

Le POI est basé sur l'étude de dangers de 2021. Cependant, les installations ne sont pas exploitées conformément à cette étude de dangers, notamment sur la partie stockages Nord, car l'extension n'a pas été construite.

Le POI ne comprend pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant doit corriger ces points d'ici le 30/06/2023.

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un POI actualisé.

Les plans présentés dans le POI sont disparates : ils représentent parfois les bâtiments existants, parfois ceux en projet. Les distances d'effets toxiques sont basées sur le projet, pas sur l'activité actuelle.

Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant doit revoir son POI en ajoutant les éléments ci-avant d'ici le 31/12/2023.

#### Constats du 03/10/2024 :

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 03/10/2024 :

L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

#### Constats du 10/12/2024 :

L'exploitant a transmis son POI version novembre 2024 le 13/12/2024.

Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ; en effet, les dispositions indiquées en page 61 du pdf sont imprécises et ne sont pas opérationnelles (indication des grands axes sans précision sur qui, quoi, où, quand, comment),
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; en effet, les équipements précis, les substances pouvant être prélevées, les milieux de prélèvement et leur disponibilité ne sont pas précisés

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ne sont pas précisés. Seul le laboratoire CERECO est mentionné pour les matrices eaux et sols page 69 du pdf. Aucun organisme n'est prévu pour les analyses de l'air alors que les scénarios d'incendie sont susceptibles de générer des produits chlorés avec des effets toxiques des fumées.

- les substances recherchées dans les différents milieux indiquées sont les dioxines et les furannes dans l'atmosphère (page 67 du pdf). Les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisies ne sont pas précisées. Les chlorates, chlorites, chlore libre, chlore total, chloroforme, dichloromono-bromométhane sont mentionnés dans la surveillance des eaux souterraines avec les motifs de surveillance. Il n'est pas précisé les dispositions de surveillance prises en cas d'accident ni comment les mettre en œuvre.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais et sous 2 mois maximum.

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

### **Constats du 29/04/2025 :**

L'exploitant a remis un POI version 3 du 30/11/2024. Il s'agit a priori de la même version que celle remise lors de l'inspection précédente. Cependant, les éléments contenus ont évolué. La traçabilité de la version n'est donc pas faite correctement. Cette dernière version sera appelée V4 du 29/04/2025.

Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ; en effet, les dispositions indiquées en page 52 du pdf sont imprécises et ne sont pas opérationnelles (indication des grands axes sans précision sur qui, quoi, où, quand, comment),

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; en effet, les équipements précis, les substances pouvant être prélevées, les milieux de prélèvement et leur disponibilité ne sont pas précisés ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ne sont pas précisés ;

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ne sont plus indiquées.

L'exploitant a déclaré ne pas avoir de contrat avec un prestataire extérieur pour faire les premiers prélèvements environnementaux. Aucune disposition en interne n'est prise sur ce sujet.

Cette version du POI comporte encore moins d'informations que la précédente version remise à l'inspection en décembre 2024.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

NC3\_2023 – POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**



- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats précédents :**

##### Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

Le POI ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.

L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 30/06/2023.

##### Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Cette version n'intègre toujours pas la justification de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.

L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 31/12/2023.

##### Constats du 03/10/2024

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

##### Constats du 10/12/2024 :

Dans la version de novembre 2024 du POI, il est indiqué qu'une astreinte est mise en œuvre pour le personnel avec la garantie d'un délai de levée de doute de 35 min. Les personnes d'astreinte sont listées.

La disponibilité des organismes chargés des prélèvements en phase accidentelle n'est pas indiquée. La disponibilité du matériel de prélèvement n'est pas précisée.

La disponibilité de l'eau d'extinction est présentée. Cependant, seul un poteau incendie et les réserves d'eau du site sont recensés, sans plan de localisation. Cette partie n'est pas suffisamment opérationnelle.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit justifier, sous 2 mois, de la disponibilité des organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité dans son POI.

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

#### **Constats du 29/04/2025 :**

La version V4 du 29/04/2025 du POI, la disponibilité des organismes chargés des prélèvements en phase accidentelle n'est pas indiquée. La disponibilité du matériel de prélèvement n'est pas précisée.

La disponibilité de l'eau d'extinction est présentée. Cependant, seul un poteau incendie et les réserves d'eau du site sont recensés, sans plan de localisation. Cette partie n'est pas suffisamment opérationnelle.

L'exploitant n'a toujours pas répondu à la mise en demeure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<b>Constats précédents :</b> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>a) Les personnes habilitées à déclencher le POI sont le chef d'établissement et l'animateur QSE. Les moyens de premières interventions sont listés.</p> <p>b) Le responsable des liaisons avec l'autorité responsable du PPI est le chef d'établissement. Son intérim n'est pas prévu.</p> <p>c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite ;</p> <p>d) le système d'alerte et évacuation est indiqué.</p> <p>La liste des contacts est incomplète et n'est pas à jour.</p> <p>L'exploitant indique que la pompe de relevage située en amont du bassin de rétention ne fonctionnerait pas en cas de coupure électrique. Il indique que les liquides seraient dirigés vers le point bas du site, la cour camion, qui communique de manière gravitaire vers le bassin de rétention.</p> <p>L'incendie des stockages de plastiques n'est pas mentionné dans le POI. Le POI doit comprendre les mesures d'urgences à prendre pour l'ensemble des scénarios ayant des effets sur le site.</p> <p>Les éléments manquants ci-avant doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.</p> <p>Le PC ex prévu (bureau du chef d'exploitation) est situé dans les zones d'effets irréversibles. Ce local n'est pas une salle de confinement. L'exploitant doit revoir l'emplacement du PC ex d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une mise à jour du POI.</p> <p>L'intérim du DOI est prévu.</p> <p>c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre)</p> <p>Il n'y a pas de cartographie des effets thermiques de l'incendie des emballages plastiques, seulement les distances d'effets.</p> <p>Les mesures d'urgence à prendre en compte ne sont pas précisées.</p> <p>Le PC ex est prévu toujours prévu sur le site dans la zone des effets irréversibles toxiques. Il n'est pas précisé qu'il s'agit d'une salle de confinement.</p> <p>L'exploitant doit revoir le POI en tenant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.</p> <p><u>Constats du 03/10/2024 :</u></p> <p>Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.</p>

Constats du 10/12/2024 :

Dans la version de novembre 2024 du POI, les éléments suivants sont non-conformes :

b) Le nom ou la fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention n'est plus précisé (page 26 du pdf : « Un représentant de l'entreprise Oxena laboratoire »).

c) La description complète des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre). Seule une brève description pour la chaîne d'alerte pour l'incendie est indiquée. Les mesures à mettre en œuvre sur site sont génériques.

L'incendie de la zone de stockage des bouchons et des cartons ne correspond pas à la réalité du site. En effet, cette zone n'est pas dédiée au stockage mais à la production (zone Berlingots de Javel).

Les cartographies des zones d'effets thermiques de l'incendie du stockage d'emballages plastiques et toxiques de l'incendie du stockage Nord des produits finis sont présentes.

Par exemple, une mesure opérationnelle essentiellement dans la bonne gestion de n'importe quel événement accidentel n'est pas mentionnée : vérifier que la vanne avant rejet vers les puits d'infiltration est bien maintenue fermée.

L'emplacement du poste de commandement exploitant (PC ex) a été modifié. Cependant, des éléments peu clairs sont relevés : il est mentionné page 40 du pdf que le PC ex peut être chez les TRANSPORTS MARTIN et page 50 il est mentionné la mise en place d'un centre de regroupement des moyens chez IGGESUND DECOUPE FRANCE. Les modalités d'accès à ces deux lieux ne sont pas précisées, notamment hors heures ouvrées. Ces éléments doivent être clarifiés. Il est à noter que le PCex chez les TRANSPORTS MARTIN n'est pas adapté en cas de vent venant du Sud (sous les zones d'effets toxiques).

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit mettre en conformité son POI dans les plus brefs délais, sous 2 mois maximum.

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

**Constats du 29/04/2025 :**

Dans la version V4 du 29/04/2025 du POI, le DOI est en charge des liaisons avec l'autorité responsable du PPI.

c) La description complète des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version V4 du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre). Seule une brève description pour la chaîne d'alerte pour l'incendie est indiquée. Les mesures à mettre en œuvre sur site sont génériques.

L'incendie de la zone de stockage des bouchons et des cartons ne correspond pas à la réalité du site. En effet, cette zone n'est pas dédiée au stockage mais à la production (zone Berlingots de Javel).

Par exemple, une mesure opérationnelle essentielle dans la bonne gestion de n'importe quel événement accidentel n'est pas mentionnée : vérifier que la vanne avant rejet vers les puits d'infiltration est bien maintenue fermée.

L'emplacement du poste de commandement exploitant (PC ex) a été modifié. Il est déporté avenue Victor Hugo à Valence. Ce lieu est en dehors des zones d'effets du site. Il est toujours fait mention page 34 du pdf de la mise en place d'un Centre de Regroupement des Moyens (CRM) qui semble davantage dédié aux moyens de secours extérieurs.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

NC7\_2023 – Contenu POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site</p>
<b>Constats précédents :</b> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>e) Une fiche de communication est prévue pour le DOI (directeur des opérations). Un modèle de communiqué de presse est présent.</p> <p>f) Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours ne sont pas prévues</p> <p>g) les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont pas prévues (notamment DOI, responsable intervention...)</p> <p>h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas présentes dans le POI.</p> <p>Les éléments manquants doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI.</p> <p>Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours sont prévues (responsable intervention). L'intérim pour le responsable intervention n'est pas prévue.</p> <p>Les dispositions prises pour former le personnel sont prévues de manière annuelle.</p> <p>Les mesures d'atténuation prises hors site portent principalement sur les mesures post-accidentelles.</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son POI en tant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.</p> <p><u>Constats du 03/10/2024 :</u></p> <p>Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.</p> <p><u>Constats du 10/12/2024 :</u></p> <p>e) Dans la version de novembre 2024 du POI, le DOI (directeur des opérations) est en charge de la communication (page 33 du pdf). Un modèle d'appel d'urgence est présent. Il n'y a plus de modèle de communiqué de presse, contrairement à la version précédente du POI.</p> <p>f) Il est prévu page 38 du pdf que le responsable d'intervention a pour mission de « Veiller à l'intégration des secours publics ». Cependant les plans présentés dans le POI ne sont pas à jour (plans sans le nouveau bâtiment Nord page 1 et page 47, plan page 77 sans la zone de stockage extérieure Nord-Ouest). Cela ne répond pas à la prescription du f) visant à mettre à disposition des services de secours les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.</p> <p>g) Les dispositions de formation du personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont plus indiquées.</p> <p>h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation portent principalement sur les dispositions post-accidentelles.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit mettre en conformité son POI dans les plus brefs délais, sous 2 mois maximum.

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

#### **Constats du 29/04/2025**

e) Dans la version V4 du 29/04/2025 du POI, le responsable communication et le responsable intervention sont en charge de la communication vers l'autorité préfectorale. Le type d'informations à fournir immédiatement ne sont pas précisées. Les mesures concernant la communication d'informations, plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles, sont vagues et non opérationnelles.

f) Il est prévu page 33 du pdf que le responsable d'intervention a pour mission de « Veiller à l'intégration des secours publics ». Cependant les plans présentés dans le POI ne sont pas à jour (plan page 65 sans la zone de stockage extérieure Nord-Ouest, plan page 1 avec l'ancienne photo aérienne du site, sans le nouveau bâtiment de stockage de produits finis). Cela ne répond pas à la prescription du f) visant à mettre à disposition des services de secours les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.

g) Les dispositions prises pour la formation du personnel pour la mise en œuvre du POI sont succinctement évoquées dans la partie sur l'exercice POI page 48 du pdf.

h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation portent principalement sur les dispositions post-accidentelles.

L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

#### NC8\_2023 – Contenu POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ».

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

#### **Constats précédents :**

<p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>i) Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne sont pas prévues dans le POI. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Le POI actualisé ne comporte toujours pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023.</p> <p><u>Constats du 03/10/2024 :</u></p> <p>Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.</p> <p><u>Constats du 10/12/2024 :</u></p> <p>Dans la version de novembre 2024 du POI, le détail des produits de décomposition des fumées toxiques est mentionné. Cependant, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses ne sont pas précisées. L'exploitant n'a pas répondu à la demande.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son POI dans les plus brefs délais, sous 2 mois maximum. Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.</p> <p><b>Constats du 29/04/2025 :</b></p> <p>Dans la version V4 du POI, il est mentionné uniquement page 52 du pdf « Prélèvements Environnementaux : Effectuer des prélèvements d'eaux et de sols contaminés, ainsi que des mesures de la qualité de l'air. Transporter les échantillons vers un laboratoire agréé pour analyse. » Les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses ne sont pas précisées. Ces dispositions sont insuffisantes. Les produits de décomposition des fumées sont mentionnés page 22 du pdf. Les produits de décomposition indiqués ne sont pas ceux indiqués dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation de 2021. Notamment, le chlore dans les fumées d'incendie, gaz toxique à l'origine des servitudes d'utilité publique, n'est pas mentionné.</p> <p>L'exploitant n'a pas répondu à la mise en demeure.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais.</p> <p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p> <p><b>Proposition de suites : Astreinte administrative</b></p>
---

NC2\_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, produits chimiques</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]</p>
<p><b>Constats précédents :</b></p> <p><u>Constats du 09/10/2023 :</u></p>

Quelques GRV sont stockés sur la zone de dépotage de la Javel vrac. L'exploitant indique qu'ils contiennent de l'eau de Javel. L'étiquetage est absent ou faux (reconditionnement dans un contenant ayant contenu un autre produit). L'exploitant doit étiqueter correctement les produits chimiques d'ici le 30/11/2023. Le nom et les pictogrammes de dangers doivent apparaître.

Constats du 03/10/2024 :

Les GRV de produits chimiques dans la zone Ouest du site ne comportent pas le nom du produit, ni les pictogrammes, ni les mentions de dangers. Seule la référence interne est mentionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant doit disposer d'un étiquetage complet et conforme sur l'ensemble des produits chimiques selon le règlement CLP (nom, pictogrammes, mentions de dangers, conseils de prudence) d'ici le 30/11/2024.

Constats du 10/12/2024 :

Les produits chimiques présents dans la zone Nord-Ouest extérieure présentent désormais des pictogrammes de dangers. Cependant, seules les références internes sont mentionnées. Celles-ci ne sont pas explicites quant aux produits contenus. Les mentions de dangers et conseils de prudence ne sont pas indiqués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence) sous 1 mois.

Considérant les antécédents de déchets historiques sur ce site et les difficultés d'identification de ces déchets, une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

**Constats du 29/04/2025 :**

L'inspection a constaté que de très nombreux GRV sur la partie Ouest du site ne sont pas étiquetés, ou ont un double étiquetage (étiquetage ancien et nouvel étiquetage) ou pas d'étiquetage du tout. Environ 120 GRV contenant des déchets d'eau de Javel sont présents, environ 2/3 ne sont pas étiquetés. Globalement, ceux qui sont étiquetés sont les premiers d'une rangée et disposent d'une étiquette comportant le nom du déchet, les pictogrammes, les mentions de dangers et les phrases de prudence.

Les grandes cuves fixes d'eau de Javel extérieures ne comportent pas toutes le nom de leur contenu ni les pictogrammes, mentions de dangers et phrase de prudence, notamment les cuves d'eau de JAVEL MAP n° 3 et n°5.

La mise en demeure n'est pas respectée.



Zone de stockage des déchets Sud-Ouest  
extérieure



Étiquette d'un des GRV Zone Sud-Ouest  
extérieure





Stock de déchets de Javel partiellement étiquetés Zone Nord-Ouest extérieure



GRV avec deux noms de produits différents

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

#### **NC2\_2025bis - Stockage d'emballages plastique hors zone**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Le stockage de matières plastiques au Sud est implanté à une distance d'au moins 12 mètres des limites de propriété et d'au moins 10 m des autres installations.[...]

#### **Constats :**

Une quantité conséquente d'emballages plastiques est présente en dehors de la zone dédiée sous l'auvent. Ces emballages sont vers le bâtiment de production. La distance d'éloignement de 10 m



n'est pas respectée (environ 6 m). Ils peuvent être une source de propagation d'incendie entre le stockage d'emballage sous l'auvent et la zone de production.

L'exploitant indique que des emballages font l'objet d'un litige et qu'il est sur capacitaire pour son stock.



Zone de stockage des emballages



Zone de stockage des emballages.

Il est à noter que cet écart a déjà été relevé lors de l'inspection du 03/10/2024 avec un retour à la conformité, constaté le 10/12/2024 et lors de l'inspection du 06/12/2021 avec une mise en demeure pour un retour à la conformité, constaté le 11/04/2022. Ce point de vigilance a donc été signalé à plusieurs reprises à l'exploitant, y compris par voie de mise en demeure et cette distance d'éloignement n'est toujours pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit maintenir éloigné ses stocks d'emballages plastique de la zone de production d'au moins 10 m afin de prévenir le risque de propagation d'incendie sous 15 jours. Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.

**Type de suites proposées :** Mise en demeure, respect de prescriptions

**NC3\_2024 – Rétention non étanche zone Ouest**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/02/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.[...]

**Constats :**

Constats du 03/10/2024 :

La nouvelle zone Ouest où sont stockés des déchets et des produits chimiques en petits contenants est en béton mais n'est pas étanche. Les joints de dilation ne sont pas comblés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit stocker ses produits dangereux sur une rétention étanche sous 1 semaine. Des photos seront transmises à l'inspection une fois les travaux réalisés.

Constats du 10/12/2024 :

Les joints du sol de la zone extérieure Nord-Ouest où sont toujours stockés des déchets et des produits chimiques en petits contenants ne sont toujours pas réalisés. L'exploitant déclare que la rétention est reliée au bassin de rétention Sud. L'exploitant a présenté un devis du 26/09/2024 de l'entreprise FERREIRA BATIMENT indiquant la réalisation des enrobés. L'exploitant indique que les joints sont compris dans la prestation. Cependant, le devis ne précise pas que des travaux sont prévus sur la dalle de la zone extérieure Nord-Ouest.

L'étanchéité de la zone de rétention n'est pas assurée.

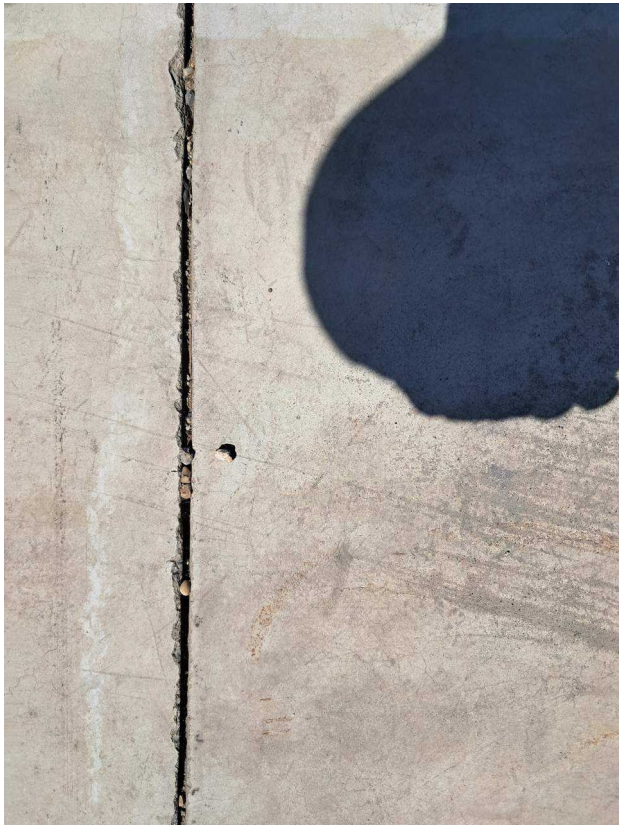
L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

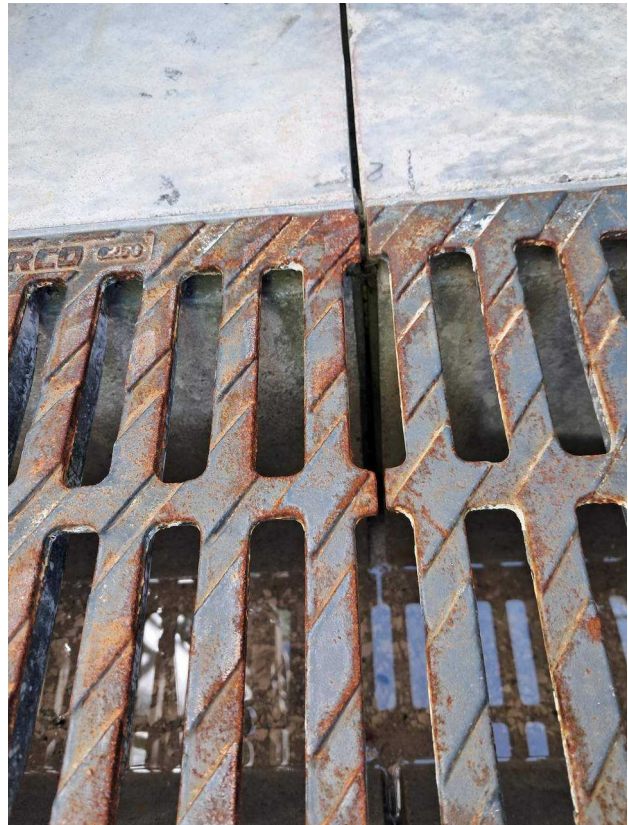
L'exploitant doit stocker les produits dangereux pour l'environnement sur des rétentions étanches sous 1 mois.

**Constats du 29/04/2025 :**

Les joints de la zone bétonnée de stockage de produits chimiques extérieure Nord-Ouest ne sont toujours pas réalisés. La rétention n'est donc pas étanche, notamment au niveau des zones de dilatation de la dalle et dans le caniveau central.



*Zone de dilatation de la dalle de la rétention extérieure Nord-Ouest*



*Caniveau central de la rétention extérieure Nord-Ouest*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant la présence importante de petits contenants (environ 120 m<sup>3</sup> principalement dans des GRV d'1 m<sup>3</sup>) de déchets d'eau de Javel et de liquides inflammables sur la rétention zone Nord-Ouest, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Drôme de mettre en demeure de stocker ces produits sur une rétention étanche sous 15 jours.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions

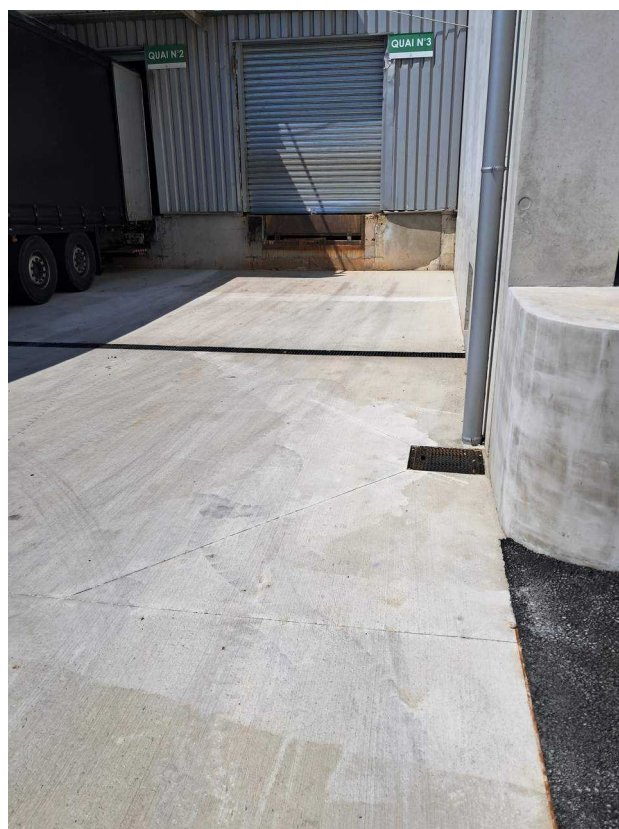
NC4\_2024 – Quai de chargement camions non étanche

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescriptions</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout autre dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
<b>Constats :</b> <u>Constats du 03/10/2024 :</u> Le quai de chargement des camions côté Est n'est pas étanche. En effet, à l'occasion des travaux, l'étanchéité du quai a été démolie sur sa partie Nord et la terre est visible. Un "dos d'âne" en béton a été réalisé mais le caniveau récupérant les potentiels épandages et les eaux pluviales n'a pas été obstrué. Aussi, une pollution des sols est possible en cas d'épandage. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u> L'exploitant doit étanchéifier la zone des quais de chargement camions au plus tôt et en tout état de cause sous 15 jours maximum.  <u>Constats du 10/12/2024 :</u> La zone de quais existants n'a pas été modifiée depuis la dernière visite et n'est toujours pas étanche alors que les quais existants sont utilisés quotidiennement pour le chargement des produits finis. L'exploitant indique que les travaux sont prévus mais pas très prochainement. Une reprise bitumée est prévue (vu devis FERREIRA BATIMENT du 26/09/2024 mentionnant "PREPARATION POUR ENROBE DEVANT LES QUAIS DE DECHARGEMENT - A - Sciage des enrobés pour raccordement avec l'existant, dégroutage, décapage sur 20 cm, remise en forme des pentes, apport de 0/80, fourniture et mise en œuvre d'une couche de réglage sur 5 cm, y compris compactage. Préparation pour enrobé complémentaire suite à négociation avec Maître d'ouvrage. "). L'exploitant n'a pas produit d'éléments justifiant de la validation du devis. L'exploitant n'a pas répondu à la demande. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :</u> Les quais de chargement/déchargement des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doivent être étanches sous 1 mois. Considérant les quantités significatives de produits dangereux manipulées au droit de cette zone et les risques de pollution des eaux souterraines et du sol, une mise en demeure a été prise le 06/02/2025.
<b>Constats du 29/04/2025 :</b> Les quais de chargement/déchargement ont été bétonnés. Cependant, les joints de dilatation et les caniveaux présentent des zones non étanches. La mise en demeure n'est pas respectée.

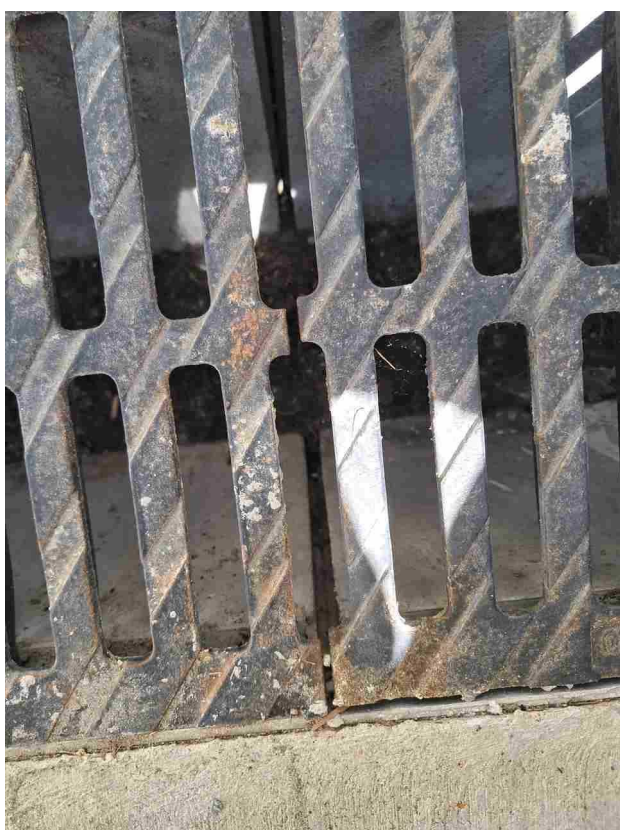




*Nouveau quai du bâtiment Nord*



*Quai du bâtiment de production*



*Caniveau non jointé dans la zone de quai de la zone de production*

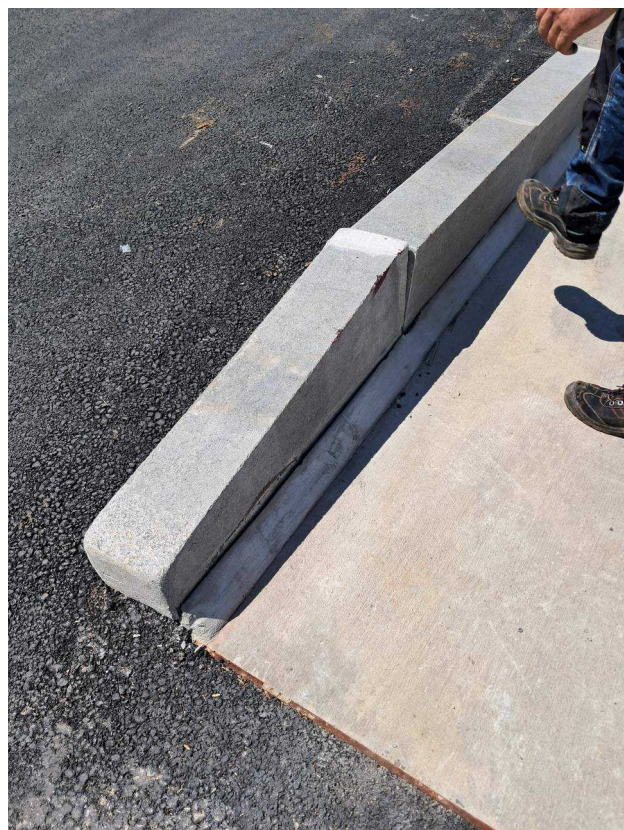


*Angle Nord-Ouest du quai de la zone de production*





*Regard dans la zone de quai de la zone de production (étanchéité OK)*



*Bordure cassée dans la zone de quai de la zone de production (étanchéité non OK)*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les quais de chargement/déchargement des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doivent être étanches.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

NC2\_2024 – Rejets aqueux Bassin Sud

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Le rejet direct des eaux pluviales de voirie, même après traitement, est interdit.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de

confinement d'une capacité minimale de 2 000 m<sup>3</sup>. Cette capacité doit être disponible en permanence.

Ces eaux ne peuvent être envoyées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.

L'échantillon prélevé doit être représentatif des eaux contenues dans le bassin.

Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres suivants et doivent être inférieures aux valeurs limites fixées ci-après :

Hydrocarbures totaux : 1 mg/L

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 0,1 µg/L

tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 µg/L

chlorure de vinyle : 0,5 µg/L

1,2-dichloroéthane : 3 µg/L

total des trihalométhanes (THM) : 100 µg/L

chlore libre et total : /

chlorites : 0,20 mg/L

chlorures : 250 mg/L

conductivité : > ou égale à 180 et < ou égale à 1000 µS/cm à 20 °C

pH : > ou égal à 6,5 et < ou égal à 9

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.

Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection.

Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.

Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection.[...]

### **Constats :**

#### Constats du 03/10/2024

L'exploitant indique que seuls deux rejets du bassin de rétention Sud vers les puits d'infiltration ont été réalisés : un le 11/01/2024 (42,75 m<sup>3</sup>) et un le 16/04/2024 (28,5 m<sup>3</sup>). L'exploitant a présenté les rapports d'analyses internes sur ces deux rejets. Ils portent sur le test de KI, l'odeur, la conductivité, le chlore libre et le pH.

Les paramètres analysés ne sont pas conformes.

Il n'y a pas de procédure établie pour encadrer le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les analyses avant rejet en infiltration sur l'ensemble des paramètres prévus par son arrêté préfectoral d'ici le prochain rejet.

Il doit mettre en place une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin Sud d'ici le 30/11/2024.

#### Constats du 10/12/2024 :

L'exploitant déclare ne pas avoir vidangé le bassin de rétention Sud. Il n'a pas mis en place de procédure pour réaliser correctement la vidange. La mise en place d'une procédure est cruciale pour prévenir la pollution des eaux souterraines.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit disposer d'une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin de rétention Sud sous 1 mois.

Considérant les risques de pollution des eaux souterraines en cas d'infiltration d'eaux polluées et considérant que cette procédure et sa mise en œuvre font partie des seules barrières prévenant la pollution, une mise en demeure a été prise le

06/02/2025 sur ce point.

**Constats du 29/04/2025 :**

L'exploitant indique ne pas avoir établi de procédure de renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin de rétention Sud. Il déclare ne pas avoir réalisé d'envoi au milieu récepteur.

L'inspection a constaté que le niveau du bassin n'a pas augmenté depuis l'inspection du 10/12/2024 malgré les pluies hivernales.

Suite à l'appel téléphonique le 06/05/2025 de la personne en charge de la vidange du bassin, l'exploitant a déclaré qu'aucune vidange du bassin n'a été réalisée depuis décembre 2024.



*Bassin Sud le 10/12/2024*



*Bassin Sud le 29/04/2025*

La mise en demeure n'est pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer d'une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin de rétention Sud.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

NC5\_2024 – Étanchéité bassin de rétention Sud

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 8.12.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024



- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : mise en demeure, respect de prescriptions
- date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications sont effectuées au moins annuellement.

#### **Constats :**

##### Constats du 03/10/2024 :

Le bassin de rétention Sud a été vidangé seulement deux fois en 2024. Le jour de la visite, la hauteur d'eau présente est peu élevée. Des pluies importantes et récentes pourraient laisser penser que le bassin, qui recueille l'ensemble des eaux pluviales du site, devrait être davantage rempli. Il y a un doute sur l'étanchéité du fond du bassin.

Il n'y a pas de procédure d'entretien et de surveillance de l'étanchéité de ce bassin. L'exploitant indique avoir prévu la vérification de l'étanchéité d'ici la fin d'année.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir la procédure de surveillance et d'entretien du bassin de rétention Sud des eaux incendie/épandage et réaliser la vérification de l'étanchéité d'ici le 30/11/2024.

##### Constats du 10/12/2024 :

L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de procédure d'entretien et de surveillance du bassin Sud.

Il envisage de changer complètement la bâche de la rétention, notamment, car il n'a pas d'élément sur l'âge de la bâche. Il déclare que l'entreprise qui sera chargée de changer la bâche doit mettre en place un point bas afin de pouvoir réaliser la vidange aisément. Il est en attente du devis. Il déclare que l'entreprise qui est intervenue n'a pas constaté de trou ou fissure dans la bâche.

Il est à noter toute de même que ce constat a été réalisé sans une vidange complète du bassin et qu'aucun engagement écrit du prestataire n'a été présenté à l'inspection. L'inspection a constaté que le niveau d'eau n'a pas monté significativement dans le bassin alors que des pluies ont eu lieu en novembre 2024.

L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation du contrôle annuel d'étanchéité de la rétention Sud et n'a pas mis en place de procédure ad hoc.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit justifier de la réalisation du contrôle annuel d'étanchéité de la rétention du bassin Sud et doit transmettre les consignes écrites précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité de ce dispositif de rétention sous 1 mois.

Une mise en demeure a été prise le 06/02/2025 sur ce point.

#### **Constats du 29/04/2025 :**

Lors de la visite, l'exploitant déclare avoir fait contrôler l'étanchéité du bassin de rétention Sud par une entreprise extérieure. Il n'a présenté aucun document justifiant de l'étanchéité de la bâche.

Lors de l'échange téléphonique le 06/05/2025 avec la personne en charge de la vidange du bassin, celle-ci a indiqué qu'aucune entreprise n'acceptait de s'engager sur l'étanchéité de la bâche du bassin Sud. Aucune vidange du bassin ni aucune vérification n'a donc réellement été effectuée.

La mise en demeure n'est pas respectée.

Le niveau de l'eau dans le bassin Sud n'a pas augmenté entre décembre 2024 et avril 2025 malgré les pluies hivernales (à noter que le bassin récupère toutes les eaux des voiries du site) (cf photos point de contrôle n°NC2\_2024). L'inspection a de sérieux doutes quant à l'étanchéité de la bâche de ce bassin Sud.

L'inspection a contrôlé la vanne d'isolement du bassin. Celle-ci était fermée.



<p>L'exploitant indique que la durée de vie de la bâche est d'environ 10 ans et qu'il n'a pas connaissance de la date de celle actuellement en place. Il a présenté un ordre d'achat du 01/04/2025 pour la société EGC Galopin pour le changement de cette bâche et pour la vidange/nettoyage des eaux du bassin par la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT. Il indique qu'une intervention est envisagée début juin 2025. Il est prévu que les eaux issues du bassin soient rejetées « in situ » tel qu'indiqué dans le devis. L'inspection rappelle que des analyses préalables doivent être menées avant le rejet des eaux vers les puits d'infiltration : une procédure et des analyses complètes sont attendues (cf NC2_2024 ci-avant).</p> <p>L'exploitant a présenté des consignes très lacunaires pour la vidange du bassin Sud dans son POI. Ces consignes ne répondent pas à la mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier de la réalisation du contrôle annuel d'étanchéité de la rétention du bassin Sud et doit transmettre les consignes écrites précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité de ce dispositif de rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte administrative, Amende administrative</p>

#### NC6\_2024 – Étanchéité tuyauterie poste dépotage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étanchéité tuyauteries</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/02/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats du 03/10/2024</u></p> <p>L'inspection a constaté une fuite goutte-à-goutte sur la tuyauterie du poste de dépotage extérieur au Nord de la rétention des cuves de Javel. La fuite tombe dans la rétention des cuves.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions adéquates pour faire cesser la fuite de Javel au poste de dépotage et en tout état de cause d'ici le 30/11/2024 au plus tard. Il convient qu'une ronde de vérification assortie d'une traçabilité soit mise en place sur les équipements les plus critiques.</p> <p><u>Constats du 10/12/2024 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que la tuyauterie fuyarde a été remplacée et ne fuit plus. En revanche, l'exploitant indique que la traçabilité des rondes effectuées a été mise en place mais n'a pas tenu dans le temps. L'inspection a constaté qu'une autre fuite est apparue sur une bride devant la cuve n°2 (entre la cuve et le bâtiment). La fuite tombe dans la rétention. L'exploitant indique que la fuite avait été identifiée et que la bride va être changée.</p> <p>L'exploitant a donc partiellement répondu à la demande.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre les dispositions adéquates pour faire cesser la fuite de Javel sur une bride devant la cuve n°2 (entre la cuve et le bâtiment) et en tout état de cause d'ici le 31/01/2025 au plus tard.

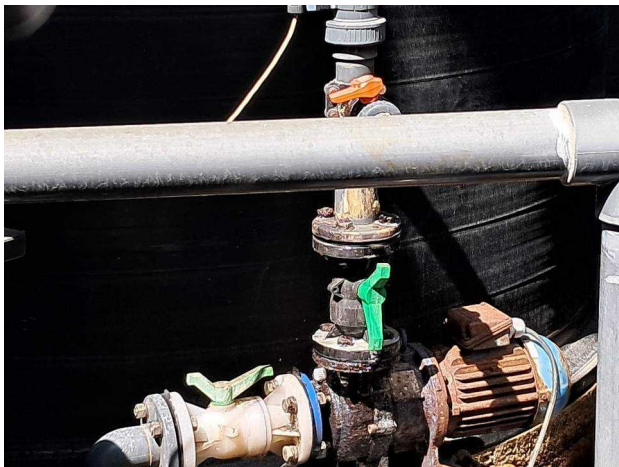
Il convient qu'une ronde de vérification assortie d'une traçabilité soit mise en place sur les équipements les plus critiques.

**Constats du 29/04/2025 :**

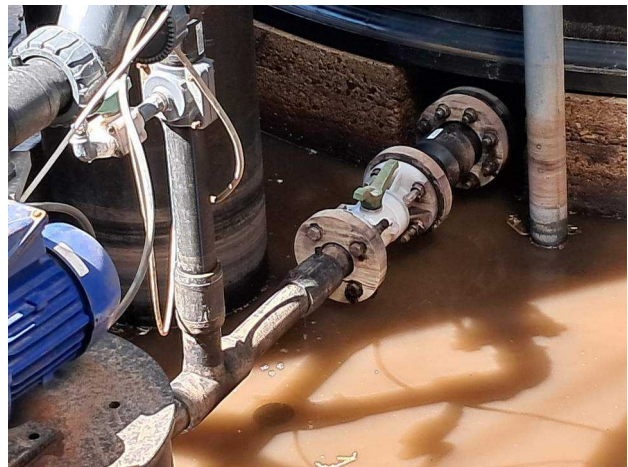
L'inspection a constaté que la bride devant la cuve n°2 ne fuit plus.

Cependant, 2 autres fuites au goutte-à-goutte sont constatées sur des brides dans la rétention des grosses cuves de Javel extérieures :

- 1 fuite sur la bride du pied de bac n°3
- 1 fuite sur la bride derrière la cuve n°2



*Fuite sur la bride du pied de bac n°3*



*Fuite sur la bride derrière la cuve n°2*

L'exploitant indique ne pas avoir réussi à mettre en place des rondes de surveillance des équipements les plus critiques. L'exploitant a partiellement répondu à la demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre les dispositions adéquates pour faire cesser les fuites de Javel sur la bride du pied de bac n°3 et sur la bride derrière la cuve n°2 au plus tôt sous 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC1\_2024bis – Côte NGF des ouvrages de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/05/2025

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de

<p>pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats du 10/12/2024 :</u></p> <p>Les têtes des piézomètres et du puits ne sont pas nivelées en mètre NGF. Cela ne permet pas de vérifier de manière fiable le sens d'écoulement de la nappe au droit du site. Une pollution chlorée et bromée a été détectée au niveau du puits P1 et du piézomètre Pz1 depuis septembre 2024. Afin de pouvoir définir la provenance de la pollution, le sens d'écoulement de la nappe doit être contrôlé à chaque campagne, ce qui ne peut être fait de manière fiable en l'absence de cotation en mètres NGF.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :</u></p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance doivent être nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne de mesures sous 3 mois. Une mise en demeure a été prise sur le point le 06/02/2025.</p>
<p><b>Constats du 29/04/2025 :</b></p> <p>La mise en demeure n'est pas échue sur ce point (délai au 07/05/2025).</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la société DEGUILHEM du 24/02/2025 pour le nivellement NGF des 4 ouvrages. L'inspection a contrôlé le piézomètre Pz1 et n'a pas constaté que les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur cet ouvrage. La mise en demeure n'est donc pas complètement respectée. Le niveau de pollution de la nappe ayant diminué (cf NC2_2024bis), l'inspection ne propose pas de suites administratives.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire signaler clairement sur l'ouvrage de prélèvements et sur les piézomètres les localisations de prise de mesures pour les nivellements NGF d'ici le 30/06/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30/06/2025</p>

#### NC2\_2024bis – Pollution des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la</p>

compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément à l'article 2.7.1, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.7.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse mensuelle à trimestrielle, le rapport de synthèses est transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la mesure.[...]

#### Constats :

Constats du 10/12/2024 :

L'exploitant ne réalise pas la déclaration dans GIDAF de son autosurveillance des eaux souterraines pour toute l'année 2024. L'inspection s'est fait remettre les bulletins d'analyses trimestrielles des eaux souterraines en mains propres lors de la visite. Les mesures ont été réalisées les 07/03/2024, 02/05/2024, 17/09/2024 et le 07/11/2024. La fréquence trimestrielle d'autosurveillance est respectée.

Les mesures de septembre et novembre 2024 laissent apparaître des pollutions au droit du puits P1 et du piézomètre Pz1 (aval des puits d'infiltration).

Paramètres	17/09/2024 Puits P1	17/09/2024 Pz1	07/11/2024 Puits P1	07/11/2024 Pz1
chloroforme	0,116 mg/L	0,002 mg/L	0,6 mg/L	0,0046 mg/l
bromodichlorométhane	0,009 mg/L	< LQ	0,1 mg/L	< LQ
chlorodibromométhane	0,005 mg/L	< LQ	0,06 mg/L	< LQ
bromoforme	0,0048 mg/L	< LQ	0,03 mg/L	< LQ
chlorate	5,7 mg/L	< LQ	non mesuré	non mesuré
conductivité	1 600 µS/cm	435 µS/cm	3 400 µS/cm	450 µS/cm

La pollution est plus faible au Pz1 en septembre et novembre 2024.

Les piézomètres Pz2 et Pz3 ne présentent pas d'anomalie.

La hauteur d'eau a été mesurée en Pz1, Pz2 et Pz3 mais pas en P1 en novembre 2024.

La hauteur d'eau a été mesurée en septembre 2024 sur tous les points de surveillance.

Le sens d'écoulement de la nappe n'est déterminé pour aucune campagne et en l'absence de cotation NGF, il est difficile de tirer des conclusions sur l'origine de la pollution.

L'exploitant déclare ne pas avoir eu de déversement accidentel sur site depuis plusieurs années. Il indique avoir fait faire

des mesures le 28/11/2024 par le laboratoire CERECO. Il est dans l'attente des résultats.

L'exploitant indique faire une surveillance de la conductivité des eaux issues du puits P1. Le 09/12/2024, la conductivité mesurée en interne est de 1 728 µs/cm, ce qui indique une anomalie. Il déclare que les résultats de cette surveillance interne depuis fin septembre 2024 montrent un pic de conductivité en début de semaine avec une baisse durant la semaine, puis un nouveau pic les lundis.

L'exploitant n'a pas averti l'inspection de cette pollution identifiée et du plan d'actions associé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :**

L'exploitant doit déclarer dans GIDAF son autosurveillance des eaux souterraines dans le mois qui suit la réalisation des mesures. Les résultats de 2024 doivent être portés dans GIDAF d'ici le 28/02/2025.

En l'absence de détermination du sens d'écoulement de la nappe, l'origine de la pollution ne peut être déterminée. L'exploitant doit transmettre à l'inspection son plan d'investigations et d'actions quant à l'identification et à la réduction de la pollution d'ici le 28/02/2025.

#### **Constats du 29/04/2025 :**

L'exploitant a fait mesurer le niveau des eaux souterraines sur les 3 piézomètres et le puits de prélèvement le 24/02/2025. Les données indiquent que le sens d'écoulement des eaux souterraines est à l'inverse du sens prévisible d'écoulement de la nappe, soit de l'Ouest vers l'Est. Cependant, l'exploitant indique que les mesures ont été réalisées sans la mise à l'arrêt du forage de prélèvement. Un cône de rabattement est donc potentiellement présent au droit de la zone de mesure sur le puits P1, ce qui fausse les données.

Il indique ne pas avoir mené d'autres actions particulières permettant de réduire ou identifier la source cette pollution. Les données de 2024 n'ont pas été déclarées dans GIDAF.

Par courriel du 14/05/2025, l'exploitant a transmis les analyses d'autosurveillance des eaux souterraines du 17/03/2025. La concentration en polluants a nettement diminué au Pz1 et puits P1 sur tous les paramètres. Des traces de chloroforme à raison de 44 µg/L au P1 et 4 µg/L au Pz1 et des traces de bromoforme à 2 µg/L au P1 sont présentes. Les autres polluants sont en deçà de la limite de quantification. La pollution n'est donc plus alimentée à ce jour.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande concernant GIDAF et la détermination du sens d'écoulement de la nappe.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit déclarer dans GIDAF son autosurveillance des eaux souterraines dans le mois qui suit la réalisation des mesures. Les résultats de 2024 et 2025 doivent être portés dans GIDAF d'ici le 30/06/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective